

- 1 Fonds monétaire international (FMI). 2010. *Perspectives de l'économie mondiale: rééquilibrer la croissance*. Analyses économiques et financières mondiales. Washington, États-Unis d'Amérique.
- 2 D. Ratha, S. Mohapatra, et A. Silwal. *Outlook for remittance flows 2010-11*. Migration and Development Brief 12, Washington, États-Unis d'Amérique, Banque mondiale.
- 3 FAO. 2010. *Perspectives de récoltes et situation alimentaire*. No. 2 (mai). Rome.
- 4 De toutes les régions, l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré la plus petite baisse de seulement 1,1 pour cent. Le fait qu'il n'y ait eu qu'une légère diminution du nombre des personnes sous-alimentées peut être attribué à la plus lente croissance de la région au cours de la période 2008-2010 ; la vulnérabilité de cette région, en tant qu'exportatrice nette d'aliments, est due à la baisse des prix des produits alimentaires de base à la suite de la crise alimentaire mondiale et à la lenteur de la reprise des envois d'argent vers la région, cette lenteur étant elle-même la résultante de la récession aux États-Unis.
- 5 A. Harmer et J. Macrae (eds). 2004. *Beyond the continuum: aid policy in protracted crises*. HPG Report 18, p. 1. Londres, Institut de développement outre-mer (ODI).
- 6 P. Pingali, L. Alinovi et J. Sutton. 2005. Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience. *Disasters*, 29(S1): S5-S24.
- 7 D. Maxwell. 2010. In between and forgotten: constraints to addressing smallholder transformation and food insecurity in protracted crises. Présenté dans les *Actes de l'Académie nationale des sciences* (janvier) (non publié).
- 8 Le seuil de 10 pour cent représente la proportion moyenne (1995-2008), à l'échelle mondiale, de l'APD (à l'exclusion des remises de dette) se présentant sous la forme d'une aide humanitaire.
- 9 Le centre de recherches sur les états en crise définit un «état défaillant» comme étant un état qui n'est plus en mesure d'assurer ses fonctions de base de sécurité et de développement et n'a plus le contrôle effectif de son territoire et de ses frontières (<http://www.crisisstates.com/>)
- 10 Les facteurs analysés comprennent les mesures de la pauvreté figurant dans l'Indice du développement humain (IDH) et celles de la gouvernance figurant dans les Indicateurs mondiaux de la gouvernance (compilés par l'Institut de la Banque mondiale).
- 11 Chambers et Conway (1991) donnent la définition suivante des moyens d'existence, qui a été adoptée dans la présente publication: «Les moyens d'existence comprennent les capacités, les actifs (y compris les ressources matérielles et sociales) et les activités nécessaires pour gagner sa vie. Les moyens d'existence sont durables lorsqu'ils permettent de faire face à des difficultés et à des chocs». Voir R. Chambers et R. Conway. 1991. Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century. IDS Discussion Paper 296. Brighton, Royaume-Uni. Institut sur les études du développement.
- 12 Les restrictions frappant la mobilité réduisent l'accès aux zones de pacage saisonnier et entraînent souvent des poussées de maladies animales. Rapport de terrain pour M. Buchanan-Smith et S. Jaspars. 2006. *Conflict, camps and coercion: the continuing livelihoods crisis in Darfur*. Rapport final au PAM, Soudan.
- 13 NFSWG (Nuba Food Security Working Group). 2001. Food Security Assessment and Intervention Strategy, Nuba Mountains, Southern Kordofan. Document interne. Nairobi.
- 14 S. Pantuliano. 2008. Responding to protracted crises: the principled model of NMPACT in Sudan. Dans L. Alinovi, G. Hemrich et L. Russo, eds, *Beyond relief: food security in protracted crisis*, pp. 25-63. Rugby, Royaume-Uni, Practical Action Publishing.
- 15 T. Raeymaekers. 2008. Conflict and food security in Beni-Lubero: back to the future? Dans Alinovi, Hemrich et Russo (2008), pp. 169-195, voir note 14.
- 16 P. Little, 2008. Livelihoods, assets and food security in a protracted crisis: the case of Jubba region, southern Somalia. Dans L. Alinovi, Hemrich et Russo (2008), pp. 107-126, voir note 14.
- 17 Voir M. Buchanan-Smith, et A.A. Fadul. 2008. *Adaptation and devastation: the impact of the conflict on trade and markets in Darfur*, Medford, États-Unis d'Amérique, Feinstein International Center, Tufts University.
- 18 Little (2008), voir note 16.
- 19 Raeymaekers (2008), voir note 15.
- 20 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2008. *Destitution, distortion and deforestation: the impact of the conflict on the timber and woodfuel trade in Darfur*. Genève (Suisse) et Khartoum.
- 21 H. Young, A.M. Osman, A.M. Abusin, M. Asher et O. Egemi, 2009. *Livelihoods, power and choice: the vulnerability of the northern Rizeigat, Darfur, Sudan*. Medford, États-Unis d'Amérique, Feinstein International Center, Tufts University.
- 22 Selon une expression de Young et divers collaborateurs. (2009), voir note 21.
- 23 L. Alden Wily. 2009. Tackling land tenure in the emergency to development transition in post conflict states: from restitution to reform. Dans S. Pantuliano, ed. *Uncharted territory: land, conflict and humanitarian action*. pp. 27-50. Rugby, Royaume-Uni, Practical Action Publishing.
- 24 Little (2008), voir note 23.
- 25 Raeymaekers (2008), voir note 15.
- 26 La présente section s'inspire de S. Jaspars et D. Maxwell. 2009. *Food security and livelihoods programming in conflict: a review*. HPN Network Paper No. 65. Londres, ODI.
- 27 Voir, par exemple, Pantuliano (2009), voir note 23.
- 28 Un récent rapport mondial sur les problèmes de parité dans les indicateurs socio-économiques couvrait la plupart des pays du monde comportant seulement sept pays en situation de crise prolongée du fait de l'absence de données fiables. Voir le Forum économique mondial, 2009. *The Global Gender Gap Report 2009*. Genève (Suisse).
- 29 E. Kaplan. 2005. *Child soldiers around the world*. Council on Foreign Relations (disponible à l'adresse: http://www.cfr.org/publication/9331/child_soldiers_around_the_world.html).
- 30 Voir par exemple B. Korf (2004). War, livelihoods and vulnerability in Sri Lanka. *Development and Change*, 35(2): 275-295; and J. Tefft. 2005. *Agricultural policy and food security in Liberia* (Politique agricole et sécurité alimentaire au Libéria). ESA Working Paper (Document de travail) No. 05-11. Rome, FAO.
- 31 Banque mondiale. 1993. *Rapport sur le développement dans le monde 1993. Investir dans la santé*. New York, États-

- Unis d'Amérique, publié pour la Banque mondiale par Oxford University Press.
- 32 Campagne mondiale pour l'éducation. 2003. *A fair chance: Attaining gender equality in basic education by 2005*. Londres (Royaume-Uni).
- 33 K. Bird et S. Busse. 2007. *Re-thinking aid policy in response to Zimbabwe's protracted crisis*. Document de réflexion. Londres, ODI.
- 34 S. Aikman et E. Unterhalter (eds). 2005. *Beyond access: transforming policy and practice for gender equality in education*. Oxford, UK, Oxfam (Grande-Bretagne).
- 35 R.D. Semba, S. de Pee, K. Sun, M. Sari, N. Akhter et M.W. Bloem. 2008. Effect of parental formal education on risk of child stunting in Indonesia and Bangladesh: a cross-sectional study. *Lancet*, 371 (9609): 322–328.
- 36 FIDA (1999). *The issue of poverty among female-headed households in Africa* (<http://www.ifad.org/gender/learning/challenges/women/60.htm>).
- 37 Tefft (2005), voir note 30.
- 38 K.T. Silva. 2003. Armed conflict, displacement and poverty trends in Sri Lanka: evidence from selected displaced populations. Dans M. Mayer, D. Rajasingham-Senanayake et Y. Thangarajah, eds. *Building local capacities for peace: rethinking conflict and development in Sri Lanka*, pp. 245–270. Delhi, Macmillan. Cité dans Korf (2004), voir note 30.
- 39 O. Muza. 2009. *Informal employment and gender vulnerability in subsistence based agricultural economies: evidence from Masvingo in Zimbabwe*. Document présenté à l'atelier FAO- FIDA-OIT «Lacunes, tendances, état de la recherche en matière de genre et d'emploi agricole et rural: quels sont les moyens pour sortir de la pauvreté», Rome, 31 mars-2 avril 2009.
- 40 Tefft (2005), voir note 30.
- 41 Agence canadienne de développement international (ACDI). 2003. *Égalité entre les sexes et aide humanitaire: guide des enjeux*. Gatineau (Canada).
- 42 C.O.N. Moser et F.C. Clark. 2001. Gender, conflict and building sustainable peace: recent lessons from Latin America. Dans C. Sweetman, ed. *Gender, development and humanitarian work*. Londres, Oxfam.
- 43 H. Khogali et P. Takhar. 2001. Empowering women through cash relief in humanitarian contexts. Dans Sweetman (2001), voir note 42.
- 44 L. Russo 2008. Crisis and food security profile: Sudan. Dans Alinovi, Hemrich et Russo (2008), voir note 14.
- 45 FAO et PAM. 2009. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques: répercussions et enseignements. Rome, FAO.
- 46 P. Peeters, W. Cunningham, G. Acharya, A. Van Adams. 2009. Youth employment in Sierra Leone: sustainable livelihoods opportunity in a post-conflict setting. Washington, États-Unis d'Amérique, Banque mondiale.
- 47 J. Bellows et E. Miguel. 2006. War and local institutions in Sierra Leone (disponible à l'adresse http://www.sscnet.ucla.edu/poisci/wgape/papers/10_BellowsMiguel.pdf).
- 48 Peeters et al. (2009), voir la note 46.
- 49 R. Fanthorpe and R. Maconachie. 2010. Beyond the "crisis of youth"? Mining, farming, and civil society in post-war Sierra Leone. *African Affairs*, 109(435): 251–272.
- 50 K. Vlassenroot and T. Raeymaekers. 2008. Crisis and food security profile: the Democratic Republic of the Congo. Dans Alinovi, Hemrich et Russo (2008). pp. 157–168, voir note 14.
- 51 A. Sawyer. 2005. Social capital, survival strategies, and their potential for post-conflict governance in Liberia. Documents de travail RP2005/15. Helsinki, Université des Nations Unies/Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER).
- 52 FAO/MAFS. 2002. Programme spécial pour la sécurité alimentaire en Sierra Leone: Programme de vulgarisation et de développement des capacités axé sur les communautés. Plan d'opérations. Rome, Division du Centre d'investissement de la FAO/Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de la Sierra Leone.
- 53 A. Catley, T. Leyland et S. Bishop. 2008. Policies, practice and participation in protracted crises: the case of livestock interventions in southern Sudan. Dans Alinovi, Hemrich et Russo (2008), pp. 65–93, voir note 14.
- 54 Banque mondiale, 2009, World Development indicators 2009, Global Links, Table 6.15 – Aid dependency, pp. 376–379. Washington, États-Unis d'Amérique.
- 55 L'analyse statistique du présent chapitre a été préparée pour la FAO par Development Initiatives International. Elle se fonde sur les séries de données du Système de notification des pays créanciers (CRS) du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE) et sur le système de suivi financier (FTS) du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). La décision de s'appuyer sur deux séries de données différentes repose sur le fait que les statistiques du CAD/OCDE se fondent sur des procédures claires et consolidées mais sont circonscrites au pays de l'OCDE et la désagrégation de l'aide humanitaire est limitée. Les données du FTS sont encore en cours de consolidation mais sont plus complètes et offrent une analyse plus détaillée de l'affectation sectorielle de l'aide humanitaire.
- 56 Les pays les moins développés (PMA) sont les pays qui, selon les Nations Unies, affichent les indicateurs de développement socio-économique les plus faibles, et dont le classement suivant l'IDH (indice de développement humain) est le plus bas parmi les pays du monde. La liste actuelle des PMA inclut 49 pays: 33 en Afrique, 15 en Asie et Pacifique et un pays d'Amérique latine.
- 57 Ce montant inclut tous les décaissements au titre de l'aide (à l'exclusion de l'aide humanitaire et de la réduction de la dette).
- 58 FAO. 2005. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005: Éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Rome.
- 59 M. Carnoy. 1992. The case for investing in basic education, pp. 26, 34 et 41. New York, États-Unis d'Amérique, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
- 60 La présente section est fondée sur les données du Système de suivi financier (FTS) du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui tient compte des engagements, libellés en prix courants. Voir note 55 sur la différence entre les données du FTS et celles du CAD/OCDE.
- 61 Le processus d'appels consolidés (CAP) est un outil de planification pour le financement de l'aide humanitaire qui permet, sur une base annuelle, de

- mobiliser la communauté des donateurs finançant des activités internationales de développement autour des projets gérés par les Nations Unies, les ONG et autres parties prenantes. Depuis 2006, le CAP est divisé en «groupes sectoriels» représentant les divers groupes d'institutions exécutantes dans le domaine de l'aide humanitaire. La formulation des CAP est guidée par les principes humanitaires. L'évaluation des besoins humanitaires, effectuée par les parties prenantes sur le terrain, permet de veiller à ce que les demandes de financement incluses dans les appels reposent sur des éléments de preuve solides.
- 62 Cette estimation inclut les fonds de report, à savoir les contributions faites à la fin de l'exercice auquel elles correspondent mais qui couvrent en réalité les besoins de l'année suivante. Cette écriture peut fausser les estimations. Le PAM estime le niveau effectif de financement de l'aide alimentaire à 82 pour cent et non à 96 pour cent comme indiqué par le FTS.
- 63 La définition récente de l'aide humanitaire donnée par l'Union européenne inclut aussi le transfert ou la provision des services, des intrants, des compétences et des connaissances pertinents.
- 64 Banque mondiale. 2006. *Repositioning nutrition as central to development: a strategy for large-scale action*. Directions in Development. Washington, États-Unis d'Amérique.
- 65 R. Martínez et A. Fernández. 2008. *The cost of hunger: social and economic impact of child undernutrition in Central America and the Dominican Republic*. Santiago, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)/PAM.
- 66 D. Bundy, C. Burbano, M. Grosh, A. Gelli, M. Jukes et L. Drake. 2009. *Rethinking school feeding: social safety nets, child development and the education sector*. Washington, États-Unis d'Amérique, Banque mondiale.
- 67 Voir D. Keen. 1994. *The benefits of famine: a political economy of famine and relief in southwestern Sudan, 1983–1989*. Princeton, USA, Princeton University Press; et Human Rights Watch (HRW). 1998. *Sudan: how human rights abuses caused the disaster*. Document de base de HRW sur la famine de 1998 à Bahr el Ghazal. Washington, DC.
- 68 S. Bailey et S. Harragin. 2009. *Food assistance, reintegration and dependency in southern Sudan*. Rapport rédigé pour le compte du PAM. Londres, ODI.
- 69 D. Keen. 1999. *The political economy of war, with special reference to Sudan and Bahr el Ghazal*. SWP-CPN Analysis and Evaluation Paper (AEP) VI. Cité dans D. Maxwell et J. Burns. 2008. *Targeting in complex emergencies: South Sudan country case study*. Medford, USA, Feinstein International Center, Tufts University.
- 70 S. Jaspars et D. Maxwell. 2008. *Targeting in complex emergencies: Somalia country case study*. Étude de cas rédigée pour le compte du PAM. Medford, USA, Feinstein International Center, Tufts University.
- 71 FAO et PAM (2009), voir note 45. Voir aussi M. Grosh, C. del Ninno, E. Tesliuc et A. Ouerghi. 2008. *For protection and promotion: the design and implementation of effective safety nets*. Washington, États-Unis d'Amérique, Banque mondiale.
- 72 Voir, entre autres, D. Maxwell, P. Webb, J. Coates et J. Wirth. 2010. Fit for purpose? Rethinking food security responses in protracted humanitarian crises. *Food Policy*, 35(2): 91–97.
- 73 De nouvelles références apparaissent toutefois, tels que le pilier spécifique de l'Afghanistan sur la protection sociale comme élément de la stratégie nationale développement (République islamique d'Afghanistan. *Afghanistan National Development Strategy 1387–1391 (2008–2013): a strategy for security, governance, economic growth and poverty reduction*. Kaboul). Cette initiative fait suite à d'autres efforts visant à mettre en place la protection sociale dans le pays (Transitional Islamic State of Afghanistan, Ministry for Rural Rehabilitation and Development. 2002. From humanitarian assistance to social protection. Document préparé pour la réunion du groupe de soutien pour l'Afghanistan. Oslo, 17–18 décembre. Kaboul).
- 74 M. Ravallion. 2009. *Do poorer countries have less capacity for redistribution?* Policy Research Working Paper No. WPS 5046. Washington, États-Unis d'Amérique. Banque mondiale; et R.R. Slater et A. McCord. 2009. *Social protection, rural development and food security: issues paper on the role of social protection in rural development*. Londres, ODI.
- 75 OCDE. 2009. *Promoting pro-poor growth: social protection*. Paris.
- 76 UNICEF. 2009. *Strengthening social protection for children: West and Central Africa*. Dakar.
- 77 OIT (Organisation internationale du Travail). 2008. *Can low-income countries afford basic social security?* Social Security Policy Briefings Paper No. 3. Genève, Suisse.
- 78 F. Ellis, S. Devereux et P. White. 2009. *Social protection in Africa*. Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishing.
- 79 Par exemple, dans le cadre du processus d'éligibilité aux financements de l'Association internationale de développement (AID), la Banque mondiale mesure la protection sociale comme moyenne simple des valeurs (allant de 1 à 6) assignées à cinq sous-indicateurs couvrant les marchés du travail, les retraites, les filets de sécurité et les fonds sociaux. Les notes sont attribuées en fonction de questionnaires compilés par les bureaux de la Banque mondiale dans les pays clients. Cet indice composite est pris en considération dans le calcul de l'indice d'allocation de ressources de l'AID, lui-même établi sur une notation moyenne qui tient compte, outre la protection sociale, de 15 autres paramètres économiques et sociaux. (Banque mondiale, 2009, voir note 54). Pour les évaluations quantitatives de la couverture et de l'incidence de la protection sociale, voir entre autres la boîte à outils ADePT (www.worldbank.org/adept).
- 80 Voir le Système d'information sur l'aide alimentaire du PAM, Rapport quantitatif (disponible à l'adresse suivante: <http://www.wfp.org/fais/quantity-reporting>).
- 81 Cela s'explique sans doute par des conditions peu favorables sur le terrain, surtout concernant les marchés, la sécurité et les mécanismes de livraison, l'insuffisance d'éléments probants en matière d'efficacité-coût et la difficulté de prévoir les impacts à court et à long terme d'éventuelles interventions à plus large échelle. Voir U. Gentilini. 2007. *Cash and food transfers: a primer*. Occasional Paper No.18. Rome, PAM; et P. Harvey. 2007. *Cash-based responses in emergencies*. HPG Report No. 24. Londres, ODI.
- 82 U. Gentilini et S.W. Omamo. 2009. *Unveiling social safety nets*. Document occasionnel n° 20. Rome, PAM.
- 83 Un débat oppose l'approche «fondée sur le droit à prestation» et celle «axée sur les mesures d'incitation» Ces deux modalités sont souvent regroupées dans la catégorie

- des « initiatives de développement » (essentiellement du fait de leur prévisibilité et vision à long terme) mais elles peuvent entraîner des différences du point de vue des effets directs et des coûts. Voir U. Gentilini. 2009. Social protection in the "real" world: issues, models and challenges. *Development Policy Review*, 27(2): 147–166.
- 84 Autorité nationale palestinienne. 2010. *Social Protection Sector Strategy*. Ministère palestinien des Affaires sociales. Première version (janvier).
- 85 Recommandation adoptée lors de la réunion régionale du Groupe d'experts sur la protection sociale, « Investir dans la protection sociale en Afrique », organisé par l'Union Afrique et HelpAge International, 28–30 avril 2008, Kampala.
- 86 Pour la mise en commun des enseignements et le renforcement des capacités, voir par exemple le Programme Afrique-Brésil de coopération sur la protection sociale assisté par le PNUD (<http://www.ipc-undp.org/ipc/afrika-brazil.jsp>).
- 87 P. Lindert. 2004. *Growing public: social spending and economic growth since the eighteenth century*. 2 vols. Cambridge, UK, Cambridge University Press.
- 88 A. Shepherd, R. Marcus and A. Barrientos. 2004. *General review of current social protection policies and programmes*. Rapport pour le DFID. Londres. Mimeo.
- 89 P. Collier et A. Hoeffler. 2004. Aid, policy and growth in post-conflict societies. *European Economic Review*, 48(5): 1125–1145.
- 90 M. Ravallion. 2009. Economic growth and poverty reduction: do poor countries need to worry about inequality? Dans J. von Braun, R. Vargas Hill et R. Pandya-Lorch, rédacteurs. *The poorest and hungry: assessments, analyses, and action*. Washington, États-Unis d'Amérique, IFPRI.
- 91 H. Alderman et J. Hoddinott. 2009. Growth-promoting social safety nets. In von Braun, Vargas Hill and Pandya-Lorch (2009), voir note 90.
- 92 S. Devereux, R. Al-Hassan, A. Dorward, B. Guenther, C. Poulton et R. Sabates-Wheeler. 2008. *Linking social protection and support to small farmer development*. Document rédigé pour le compte de la FAO. Rome, FAO.
- 93 Ministère du redressement et du développement rural et Bureau central des statistiques (Afghanistan). 2007. *The National Risk and Vulnerability Assessment 2005: Afghanistan*, p. 60. Rheinbach, Germany, ASA Institut für Sektoranalyse und Politikberatung GmbH.
- 94 The World Bank Group. 2007. *Afghanistan at a glance* (disponible à l'adresse suivante: http://siteresources.worldbank.org/SOUTHASIAEXT/Resources/223546-1189611264671/afg_aag.pdf).
- 95 L'approche de responsabilité sectorielle est un élément clé des interventions et de la coordination humanitaire depuis 2005. Les groupes sectoriels existent au niveau mondial et national, et le PAM fait office de chef de file pour les groupes chargés de l'alimentation tandis que la FAO est chef de file pour ceux qui s'occupent de l'agriculture. Actuellement, la FAO et le PAM envisagent la création d'un groupe sectoriel à l'échelle mondiale pour la sécurité alimentaire. Un groupe sectoriel mondial de la sécurité alimentaire (des groupes chargés de la sécurité alimentaire existent déjà dans certains pays) rassemblerait dans un même cadre les aspects liés aux besoins immédiats et à court terme qui relèvent typiquement des groupes sectoriels chargés de l'alimentation et les considérations à plus long terme qui caractérisent l'action des groupes consacrés à l'agriculture.
- 96 L'équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale, présidée par le Secrétaire général des Nations Unies et le Gouvernement de l'Afghanistan, a appuyé la création de l'Équipe spéciale pour l'agriculture, soutenue par les institutions des Nations Unies (FAO, UNICEF, PAM, OMS, UNAMA) et la Banque mondiale.
- 97 L'USAID et le DFID ont fourni près de 6 millions d'USD pour soutenir cette activité.
- 98 UNICEF. 1989. *Les enfants sur la ligne de front: L'impact de l'apartheid, de la déstabilisation et de la guerre sur les enfants d'Afrique australe et d'Afrique du Sud*. Troisième édition. New York, États-Unis d'Amérique.
- 99 World Bank, 2009. *Mozambique: from post-conflict recovery to high growth* (disponible à l'adresse suivante: http://siteresources.worldbank.org/IDA/Resources/ida_Mozambique_10-02-09.pdf).
- 100 C. Tanner. 2002. *Law making in an African context: the 1997 Mozambican Land Law*. FAO Documents juridiques en ligne, n° 26. Rome, FAO.
- 101 P. De Wit, C. Tanner et S. Norfolk. 2009. *Land policy development in an African context: lessons learned from selected experiences*. Land Tenure Working Paper 14. Rome, FAO.
- 102 S. Levine and C. Chastre. 2004. *Missing the point: an analysis of food security interventions in the great lakes*. Humanitarian Policy Network (HPN) Paper No 47 (July). London: ODI.

■ NOTES pour le tableau - 1

Prévalence de la sous-alimentation et progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et de la Déclaration du Millénaire (OMD) dans les pays en développement

1. Objectif du Sommet mondial de l'alimentation: réduire de moitié, entre 1990-1992 et 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.
2. Objectif 1 de la Déclaration du Millénaire, cible 1C: réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim. Indicateur 1.9: Proportion de la population dont la consommation d'énergie alimentaire est inférieure au seuil minimum (sous-alimentation).
3. La dernière période de rapport se réfère aux estimations de 2005-2007 et la période de référence est 1990-1992. Pour les pays qui n'existaient pas lors de la période de référence, la proportion de personnes sous-alimentées est basée sur 1993-1995 et le nombre de personnes sous-alimentées est calculé sur la base de cette proportion, appliquée à la population de 1990-1992.

Les pays révisent leurs statistiques officielles pour le passé, comme pour la période la plus récente. Il en est de même des données démographiques des Nations Unies. Lorsque cela se produit, la FAO révisé, sur cette base, ses estimations de la sous-alimentation.

Il est donc conseillé aux lecteurs de se référer aux changements d'estimations présentés dans la même édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et de ne pas comparer les données publiées dans des éditions antérieures.

Les chiffres placés après le nom des pays se réfèrent à la catégorie de prévalence de la sous-alimentation (proportion de la population sous-alimentée en 2005-2007):

- [1] sous-alimentation < 5%
- [2] sous-alimentation de 5-9%
- [3] sous-alimentation de 10-19%
- [4] sous-alimentation de 20-34%
- [5] sous-alimentation ≥ 35%

Les pays en développement pour lesquels les données sont insuffisantes ne sont pas repris dans le tableau.

- * Ratio entre le nombre de personnes sous-alimentées de la période actuelle et de la période de référence – Ratio pour l'objectif du SMA = 0,5.
- ** Ratio entre la prévalence de la sous-alimentation lors de la période actuelle et la période de référence – Ratio pour l'OMD = 0,5.
- *** Même si elles ne sont pas présentées séparément, des estimations provisoires pour l'Afghanistan et l'Iraq (Proche-Orient et Afrique du Nord), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Asie et Pacifique) et la Somalie (Afrique de l'Est) ont été intégrées aux totaux régionaux pertinents. Les estimations mondiales pour les pays développés couvrent les pays européens (Europe occidentale, Europe orientale, ex CEI d'Europe et États baltes) plus l'Australie, le Canada, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et les États-Unis d'Amérique.
- **** L'Érythrée et l'Éthiopie n'étaient pas des entités séparées en 1990-1992, mais des estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans l'ex-RPD d'Éthiopie sont incluses dans les totaux régionaux et sous-régionaux pour cette période.
- ***** Y compris l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

LÉGENDE:

- proportion de moins de 5% de personnes sous-alimentées
- nd données non disponible
- 0 zéro ou moins que la moitié de l'unité indiquée
- ns non significatif sur le plan statistique

SOURCES

Population totale: Perspectives démographiques de l'ONU, révision de 2008.
Sous-alimentation: Estimations de la FAO.

■ NOTES pour le tableau - 2

Quelques indicateurs de développement et de sécurité alimentaire pour les pays confrontés à des crises prolongées

1. L'indice de développement humain (IDH), calculé par le PNUD, est un indice composite qui mesure la moyenne des résultats d'un pays dans trois domaines fondamentaux du développement humain: la santé, le savoir et le niveau de vie. La santé est mesurée sur la base de l'espérance de vie à la naissance; le savoir est calculé à partir du taux d'alphabétisation des adultes et du taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur); le niveau de vie se fonde sur le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en USD). Chaque élément est noté et la moyenne des trois indicateurs donne l'indice composite qui est compris entre 0 et 1.
2. Calculée sur la base des chiffres de l'aide humanitaire communiqués par les donateurs bilatéraux et institutions multilatérales du Comité d'aide au développement (CAD-OCDE), tels que définis par celui-ci, divisés par l'APD totale (à l'exclusion de la réduction de la dette) fournie par les donateurs bilatéraux et institutions multilatérales du CAD.
3. Les chiffres tiennent compte de tous les décaissements au titre de l'aide humanitaire (montant effectivement déboursé par opposition au montant de l'engagement).
4. Les chiffres tiennent compte de la totalité des décaissements au titre de l'APD (montant effectivement déboursé par opposition au montant de l'engagement) et sont obtenus en soustrayant de l'APD totale les montants relatifs à l'aide humanitaire et à la réduction de la dette. Source: Base de données du CAD-OCDE.
5. Ces moyennes sont obtenues à partir des chiffres relatifs à l'aide humanitaire provenant de la base de données en ligne du CAD-OCDE et des données démographiques présentées dans la partie du site web de la Banque mondiale consacrée aux indicateurs du développement dans le monde, en divisant l'aide humanitaire moyenne (2000-2008) par le nombre moyen d'habitants pour la même période.
6. Ces moyennes sont obtenues à partir des chiffres relatifs à l'aide au développement provenant de la base de données en ligne du CAD-OCDE et des données démographiques présentées dans la partie du site web de la Banque mondiale consacrée aux indicateurs du développement dans le monde, en divisant l'aide au développement moyenne (2000-2008) par le nombre moyen d'habitants pour la même période.
7. Ces chiffres se fondent sur les engagements et représentent le pourcentage moyen de l'aide au développement allouée à l'agriculture pendant la période 2005-2008. Source: Base de données du CRS-OCDE.
8. Source: Banque mondiale.
9. Source: Banque mondiale.
10. Cet indicateur, qui traduit la dépendance d'un pays vis-à-vis de l'aide, mesure le taux de financement de son capital – écoles, routes, voies ferrées, hôpitaux et améliorations foncières – par des sources extérieures. Il sert d'indicateur indirect des capacités endogènes de financement des systèmes de protection sociale. Les chiffres sont calculés sur la base de l'APD et couvrent les prêts et les dons des pays et organisations membres du CAD-OCDE ainsi que des donateurs hors-DAC (Banque mondiale, 2009. *World development indicators 2009*, Global Links, Table 6.15 – Aid dependency, pp 376-379. Washington).
11. DEA = La disponibilité énergétique alimentaire est la quantité de nourriture disponible pour la consommation humaine (FAO).

LÉGENDE:

- a 2007
- b 2006
- c 2005
- d 2003
- e 1990
- nd non disponible

Photos de la couverture: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO.*

**Des copies des publications de la FAO
peuvent être obtenues auprès du:**

GROUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche
et de la vulgarisation,
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org/catalog/inter-e.htm>

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

2010

Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées

Depuis plus d'une décennie, on a assisté à une augmentation apparemment inexorable du nombre de personnes sous-alimentées, mais les estimations pour 2010, telles qu'elles figurent dans la présente édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, laissent entrevoir une faible lueur d'espoir, en annonçant la première baisse depuis 1995. Il n'empêche que près d'un milliard de personnes souffrent encore de la faim et il est trop tôt pour savoir s'il s'agit du début d'une tendance à la baisse, ou d'un simple fléchissement momentané du nombre de personnes sous-alimentées.

Cette année, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* s'intéresse aux pays confrontés à des crises prolongées, où la sous-alimentation frappe près de 40 pour cent de la population. Il examine les problèmes rencontrés lorsque l'on cherche à inverser la tendance dans ces pays et montre notamment à quel point il est difficile d'abandonner l'état d'esprit particulier inhérent aux interventions humanitaires au profit d'un programme de développement à assise plus large.

Le rapport souligne les mesures qui peuvent être prises afin de rationaliser la manière d'aborder les crises prolongées: évaluation plus globale des crises, y compris connaissance plus approfondie de leurs causes, activités reposant sur les mesures correctives prises par les communautés locales et sur leurs institutions, introduction ou soutien de mécanismes de protection sociale, comme les filets de sécurité fondés sur l'alimentation et passage de l'aide alimentaire à une approche plus vaste d'assistance alimentaire.

Dans la dernière section de la publication, on trouvera des recommandations sur la façon d'améliorer la collaboration avec les pays confrontés à des crises prolongées. Celles-ci préconisent notamment d'améliorer l'analyse et la compréhension des crises prolongées, d'appuyer la protection, la promotion et la reconstitution des moyens d'existence et les institutions qui soutiennent et rendent possibles les moyens d'existence et de modifier l'architecture des interventions extérieures lors de crises prolongées, pour s'adapter à la réalité du terrain.

Comme on peut le constater à la lecture de cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, les pays confrontés à des crises prolongées ont de nombreux défis à relever, mais ceux-ci ne sont pas insurmontables; l'espoir reste permis. Grâce à une meilleure connaissance de la nature des crises prolongées, on sera mieux à même d'y répondre de façon plus efficace. À la lumière de l'expérience acquise par de nombreux pays, il apparaît que les outils fondamentaux ci-après sont efficaces pour s'attaquer aux causes profondes des crises prolongées: attention appropriée aux moyens d'existence, renforcement de l'assistance à long terme aux institutions locales existantes, investissement dans des mécanismes de protection sociale et passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Comme le montre la présente publication, il existe de nombreuses expériences positives dont on peut s'inspirer pour s'attaquer aux multiples problèmes qui se posent, y compris le niveau de sous-alimentation très élevé dans les pays confrontés à des crises prolongées.

ISBN 978-92-5-206610-1



9 789252 066101

11683F/1/07.10